

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TCA/W/2/Rev.1

23 janvier 1997

(97-0248)

---

## Comité du commerce des aéronefs civils

### COMITE DU COMMERCE DES AERONEFS CIVILS

#### Révision

*Projet de décision<sup>1</sup> proposé par le Président du Comité du commerce  
des aéronefs civils à la réunion du 7 juin 1996*

*Le Comité du commerce des aéronefs civils,*

Considérant que l'article II:3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé l'"Accord sur l'OMC") dispose que les accords et instruments juridiques connexes repris dans l'Annexe 4 font également partie dudit accord pour les Membres qui les ont acceptés,

Considérant que l'article IV:8 de l'Accord sur l'OMC dispose que les organes prévus dans les Accords commerciaux plurilatéraux agiront dans le cadre institutionnel de l'OMC,

Considérant que l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils fait référence aux entités établies sous les auspices du GATT de 1947 ainsi qu'aux accords commerciaux multilatéraux négociés dans le cadre du Tokyo Round,

Considérant que ces entités ont cessé d'exister par suite de l'extinction du GATT de 1947,

Considérant qu'il a été mis fin à la plupart de ces accords ou que ceux-ci ne sont applicables que dans la mesure où ils sont compatibles avec les accords ultérieurs portant sur le même sujet,

Considérant que l'extinction du GATT de 1947 et des autres instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT de 1947 rend obsolètes les références à ces accords dans l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils,

Considérant que, pour plus de clarté, il est approprié que le Comité adopte une décision sur la signification de ces références dans le contexte résultant de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC,

*décide ce qui suit:*

---

<sup>1</sup>La décision n'a pas été adoptée par le Comité et elle est distribuée à des fins de transparence uniquement.

### Article premier

Dans l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils:

- a) les références aux "instruments négociés multilatéralement sous les auspices du GATT" seront réputées être des références à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et aux accords qui y sont annexés;
- b) les références aux "PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général" seront réputées être des références à la Conférence ministérielle de l'OMC;
- c) les références aux "gouvernements qui sont parties contractantes à l'Accord général" ou à une "partie contractante à l'Accord général" seront réputées être des références aux Membres de l'OMC;
- d) les références au "Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES à l'Accord général" seront réputées être des références au Directeur général de l'OMC;
- e) les références au "secrétariat du GATT" seront réputées être des références au secrétariat qui sert l'OMC.

### Article 2

Il est entendu que, dans l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils:

- a) sauf à l'article 9.1.2, les références au "GATT" ou à l'"Accord général", ou aux dispositions de cet accord seront réputées être des références au GATT de 1994 ou à ses dispositions, respectivement;
- b) les références à l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce seront réputées être des références à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce repris dans l'Annexe 1A de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce;
- c) les références à l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce seront réputées être des références à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires repris dans l'Annexe 1A de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce.

### Article 3

La présente décision ne fait que préciser le sens de certaines dispositions de l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils. Elle ne sera pas interprétée comme amendant l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils et, par conséquent, ne représente pas la fin des négociations prévues par l'article 8.3 de l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils qui ont été engagées en application de la Décision prise par le Comité le 16 juillet 1992 (AIR/M/32); elle ne signifie pas non plus que des règles multilatérales spécifiques ont été établies au sens des notes 15 et 24 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires annexé à l'Accord sur l'OMC.